



DLF Bruxelles-Europe
Diversité linguistique et langue française

«On ne peut bien défendre sa langue qu'en parlant celle des autres»

DLF Bruxelles-Europe
1313 E Chaussée de Waterloo,
1180 Bruxelles. ☎ 02 375 72 37
✉ bxl-europe@skynet.be

M. Martin WESTLAKE, Secrétaire général
Comité économique et social européen
Rue Belliard, 99 - 1040 Bruxelles

Objet : affichage du CESE

Bruxelles le 15 novembre 2011

Monsieur le Secrétaire général,

Nous vous remercions de votre lettre du 26 octobre par laquelle vous nous répondez au nom du président Staffan NILSSON. Nous vous sommes reconnaissants de rappeler l'attachement du Comité économique et social européen (CESE) au multilinguisme dans ses rapports privilégiés avec la société civile.

Pour l'affichage en langue unique sur la façade, vous faites remarquer que le choix de l'anglais a été une décision politique, justifiée par trois arguments : 1. l'espace disponible très limité; 2. l'usage de l'anglais comme langue véhiculaire dans de nombreux domaines; 3. le souci d'éviter le non-respect des trois langues officielles de l'État hôte qu'est la Belgique.

Permettez-nous de commenter ces arguments :

Tout d'abord, jusqu'à un passé récent, l'affichage était bilingue – et en lettres géantes – sur le même espace. Par conséquent, il pourrait être rétabli sans difficultés si vous le décidiez.

Par ailleurs, l'usage de l'anglais comme langue véhiculaire peut-il être invoqué ici ? Il est vrai que, pour des raisons commerciales et pratiques, bien des entreprises privées s'affichent en anglais dans le centre de Bruxelles. Cependant, le citoyen et contribuable européen est en droit d'attendre du CESE une politique de communication vers l'extérieur plus conforme avec son statut d'organe de l'UE. Le choix délibéré de l'anglais par défaut n'est pas satisfaisant.

Enfin, il existe une solution, basée sur des critères objectifs, que nous avons déjà préconisée, c'est-à-dire un affichage en français et néerlandais. Cette solution offre un double intérêt : celui du respect des langues officielles de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, siège des bâtiments des institutions européennes et, en même temps, celui de la cohérence entre votre attachement au multilinguisme et votre politique d'affichage extérieur.

Dans le contexte actuel de crise, plus que jamais le CESE doit rester un pont entre l'Europe et la société civile européenne dans son ensemble, comme l'a affirmé le président Staffan NILSSON. Par conséquent, il lui revient de faire vivre la diversité dans toute la mesure du possible, y compris symboliquement sur ses murs. Il en va de l'image du Comité économique et social et, partant de là, de celle de toute l'Europe.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de notre haute considération.

Claire GOYER, présidente

Copie : M. Staffan NILSSON, président du CESE



DLF Bruxelles-Europe
Diversité linguistique et langue française

«On ne peut bien défendre sa langue qu'en parlant celle des autres»

DLF Bruxelles-Europe
Chaussée de Waterloo, 1313 E
1180 Bruxelles. ☎ 02 375 72 37
✉ bxl-europe@skynet.be

Mr Martin WESTLAKE
Secretary General
European Economic and Social Committee
Rue Belliard, 99 - B -1040 Brussels,

Subject : EESC signage

Brussels, 15 November 2011

Dear Mr Westlake,

Thank you for your letter of 26 October, in which you reply to us on behalf of President Staffan NILSSON. We are grateful for your reminder that the European Economic and Social Committee (EESC) attaches particular importance to multilingualism in its privileged relations with civil society.

Concerning the monolingual sign on your façade, you note that the choice of English was a political decision, based on three arguments: 1. the limited space available; 2. the use of English as a working language in many fields; 3. a concern to avoid any failure to respect the three official languages of the host country, Belgium.

In our turn we should like to make the following comments on these arguments:

Firstly, until very recently the sign appeared in two languages – and giant letters – in the same space. Bilingual signage could, therefore, be restored without difficulty should you so choose.

Secondly, we would question the relevance of the argument that English is a working language. It is true that, for practical and commercial reasons, many private enterprises use signs in English in the centre of Brussels. However, European citizens and taxpayers are entitled to expect the EESC to adopt an external communication policy more in keeping with its status as an organ of the EU. From this perspective the deliberate choice of English as a default is hardly satisfactory.

Lastly, and as we have already suggested, another solution exists, based on objective criteria, in the form of a sign in French and Dutch. This solution has two advantages: it both respects the official languages of the bilingual region of Bruxelles-Capitale, where the European institutions have their headquarters and, at the same time, ensures consistency between your attachment to multilingualism and your external signage policy.

In the current context of crisis it is more important than ever that the EESC should form a bridge between Europe and European civil society as a whole, as stated by your President Staffan Nilsson. It therefore has a duty to foster diversity wherever it can, including in symbolic form on its own walls. It is the image of the Economic and Social Committee that is at stake here and, by extension, that of Europe in general.

Yours sincerely,

Claire GOYER, President

Cc: Mr Staffan NILSSON, President of the EESC